

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20001 - 77ÈME ANNÉE

A la veille du Conseil des ministres de la COI, le PCR appelle à évoquer plusieurs sujets pour une coopération sincère

Le PCR propose à la COI d'inscrire à son ordre du jour le retour des Chagossiens, la crise alimentaire dans le Sud de Madagascar et la stabilité dans les eaux comoriennes

Le Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien se tiendra aujourd'hui sous présidence française à Saint-Denis. Hier, le Parti communiste réunionnais représenté par Julie Pontalba et David Gauvin, membres du Comité central du PCR et par Ary Yée Chong Tchi Kan et Johnny Lagrange, membres du Secrétariat du Parti, tenait une conférence de presse au sujet des enjeux de la coopération régionale. Le PCR a fait part des questions qu'il propose d'inscrire à l'ordre du jour, notamment le retour des Chagossiens dans leur pays, la crise alimentaire dans le Sud de Madagascar et la stabilité dans les eaux comoriennes. « La pire des choses serait de ne pas en parler. Il ne peut y avoir de coopération sincère si ces problèmes ne sont pas discutés », souligne le PCR.

Ary Yée Chong Tchi Kan rappelle que la coopération régionale fut d'abord le fait de la Conférence des partis progressistes du Sud-Ouest de l'océan Indien. La Réunion y avait pleinement sa place, aux côtés des délégations des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles. En 1978, la déclaration de Mahé avait d'ailleurs fixé un premier cadre d'un développement durable et so-



Julie Pontalba, Johnny Lagrange, Ary Yée Chong Tchi Kan et David Gauvin.

lidaire pour notre région, pour un avenir en commun.

Mais la coopération a évolué vers une organisation d'États, ce qui limita dans un premier temps la COI à trois membres : Madagascar, Maurice et Seychelles. L'élargissement aux Comores et à La Réunion reposa sur un compromis, ainsi fut créé le membre France/Réunion. Lors des premiers Conseils des ministres, la France n'envoyait pas un ministre parler au nom des Réunionnais pour des questions de voisinages dans l'océan Indien. Les gouvernements de l'époque avaient conscience que la France n'est pas une île de l'océan Indien, rappelle Julie Pontalba.

La régression de La Réunion dans la COI

Mais ceci a évolué. La Réunion ne figure même plus dans la dernière déclaration finale du Sommet des chefs d'États de la COI adoptée à Moroni en août 2014, malgré les protestations de Madagascar. Et lors du Conseil des ministres d'aujourd'hui, les délégations des pays voisins seront accueillies par un ambassadeur à la Coopération régionale venu de Paris qui leur souhaitera la bienvenue à La Réunion. « C'est une régression historique pour La Réunion », souligne Johnny Lagrange. Et ce sera un ministre de passage qui conduira la délégation représentant La Réunion.

Ary Yée Chong Tchi Kan rappelle qu'à plusieurs reprises dans le passé, la France partageait avec le Conseil régional la tête de la délégation, et que le temps de parole était réparti entre le représentant venu de Paris et la Région. Julie Pontalba estime qu'il est nécessaire de revenir à cette règle du temps de parole partagé à l'occasion du Conseil des ministres d'aujourd'hui.

« La pire des choses serait de ne pas en parler »

En effet, il est important que la voix des Réunionnais soit entendue. Car les Réunionnais et leurs voisins font face à des défis communs, centrés sur l'humain. « Les Réunionnais ont leur contribution à faire valoir », souligne Ary Yée Chong Tchi Kan.

Julie Pontalba ajoute qu'il est important que trois catastrophes humanitaires figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres : les Chagos avec le droit au retour des Chagossiens dans leur pays dont ils ont été chassés et interdits de revenir en raison de la construction de la base militaire de Diego

Garcia, la crise alimentaire dans le Sud de Madagascar et le trafic humain dans l'archipel des Comores. « La pire des choses serait de ne pas en parler. Il ne peut y avoir de coopération sincère si ces problèmes ne sont pas discutés », souligne le PCR.

M.M.

La crise COVID a amplifié la question de l'approvisionnement

Économie et santé : la COI doit être «un cadre de solidarité», demande le PCR

La crise COVID et l'augmentation du coût du fret appellent à amplifier la solidarité entre les pays de la COI, souligne le PCR.

En matière économique et sanitaire, le territoire pertinent de notre développement est notre voisinage, d'une population de 50 millions d'habitants d'ici 30 ans, indique David Gauvin, membre du Comité central du PCR. Il constate qu'« après une crise globalement bien gérée la 1ère année, c'est la flambée, notamment à La Réunion où le taux de vaccination est de 75 %, et à Maurice ». « Nos îles ont des similitudes »,

note David Gauvin, « avec la COI, on peut partager les expériences ». C'est « un cadre commun de réflexion et de solidarité ». Et de rappeler que le « bon voisinage c'est la proximité géographique ». Ainsi, ceci peut considérablement raccourcir la durée des rapatriements sanitaires qui dépasse largement 10 heures entre La Réunion et la France.

Sur l'aspect économique, la crise COVID a amplifié les problèmes de fret. C'est particulièrement vrai pour La Réunion dont la majorité des importations vient de pays situés à plus de 10.000 kilomètres. Pour le PCR, il est urgent de re-

mettre en cause un approvisionnement qui fait également transiter par la France des productions issues de la Chine ou de l'Inde.

« Nous pouvons organiser un développement harmonieux, l'avenir c'est le développement de notre bassin », souligne-t-il. « Cela passe par une meilleure communication ».

C'est pourquoi le PCR demande à la COI d'évoquer la question de l'approvisionnement des produits de première nécessité, ils doivent venir de notre environnement géographique.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Environnement : le PCR propose à la COI de s'appuyer sur la résolution « Pour une Nouvelle politique énergétique et un co-développement durable et solidaire de l'océan indien »

Dans le domaine de l'environnement, le PCR propose à la COI de s'appuyer sur la résolution que Paul Vergès soutenu par 42 sénateurs avait déposé au Sénat dans la perspective de la COP21 à Paris. Elle s'intitulait « Nouvelle politique énergétique et un co-développement durable et solidaire de l'océan indien » et demandait à la France d'utiliser la présidence de la COP21 pour prendre « une initiative » concernant les îles de la COI, « toutes confrontées aux problèmes qui vont se poser dans ce 21^e siècle ». « Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires », avait indiqué Jean-Claude de Lestrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien.

Sur la question de l'environnement, Ary Yée Chong Tchi Kan, membre du secrétariat du PCR, note que la coopération régionale peut s'appuyer sur le travail accompli par l'ONERC qui était présidée par Paul Vergès. Cela s'était traduit par une résolution de Paul Vergès soutenue par 42 sénateurs de tous les groupes politiques de l'assemblée. Elle s'intitulait « Nouvelle politique énergétique et un co-développement durable et solidaire de l'océan indien » et demandait à la France d'utiliser la présidence de la COP26 pour prendre « une initiative » concernant les îles de la COI, « toutes confrontées aux problèmes qui vont se poser dans ce 21^e siècle ».

Valoriser la COI dans la lutte contre le changement climatique

L'exposé des motifs rappelait que « toutes les îles sont dépendantes de l'extérieur, pour leur approvisionnement énergétique, que ce soit en pétrole, en gaz ou en charbon. Mais dans le même temps, du fait de leur position géographique, ces îles bénéficient de tous les éléments nécessaires pour parvenir rapidement à l'autonomie énergétique. Au niveau des énergies renouvelables, elles possèdent des gisements produisant de l'énergie en permanence (les énergies de la mer, la géothermie, l'hydraulique) ou de l'énergie intermittente : éolienne (alizés) ; solaire ; biomasse. »

L'exposé des motifs se concluait de la sorte : « Cela permettrait de concrétiser une initiative concrète, réalisable et significative à la veille du sommet de Paris 2015. Enfin, cette initiative commune serait le message adressé à toutes les populations et à tous les peuples de cette zone Océan Indien : un objectif défini peut être ratifié par tous les secteurs de l'opinion publique et toutes les collectivités, de la pyramide institutionnelle, depuis les collectivités locales jusqu'au sommet de l'État. »

La résolution souhaitait « que les initiatives nécessaires soient prises par la France / Réunion auprès de ses partenaires au sein de la Commission de l'océan Indien, pour que soit élaboré et proposé à la Conférence de Paris en 2015, un plan solidaire de développement durable pour la recherche, l'innovation et l'activité économique, sociale et culturelle, dans le respect

des principes et des projets préconisés par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la préparation de la Conférence de Paris. »

La COI se félicitait de la démarche du « Réunionnais Paul Vergès »

Le 17 juin 2014, un communiqué de la COI signé par son secrétaire général Jean-Claude de Lestrac se félicitait de la démarche : « A l'initiative du Réunionnais Paul Vergès, 42 Sénateurs français en faveur d'un « rôle décisif » de la COI à la conférence mondiale sur le climat de Paris 2015 ». « Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires », avait indiqué Jean-Claude de Lestrac.

Malheureusement au Sommet des chefs d'Etats de la COI à Moroni, cette proposition n'a pas eu beaucoup de suite alors que les signataires de la résolution venaient de tous les groupes politiques. Le PCR demande à la COI de reprendre le travail de Paul Vergès. « C'est la démonstration qu'un Réunionnais pense et agit en voisin », précise Ary Yée Chong Tchi Kan « Que la COI pousse le projet car il peut s'inscrire dans les COP ».

M.M.

Oté

Lo kapitalism rényoné dépouyé ? Sansa La Rényon volé ?

Mi rapèl kan Téréos la kapare lindistri sikriyère La Rényon, l'avé poin bonpé voi pou di touch pa, sa sé in patrimoine rényoné. Mwin la antande in pé apré di lindistri-la, sa bande zésklav épi bande zangajé la fé sa. Pèrsone la pa di bande gro propriyètère tèrien lété pou kékshoze dann patrimoine-la.

Mwin la même antande in pé, briyan sindikalist apré di toute fasson bande zouvriyé lindistri é bande plantèr l'avé poin arien pou pèrde dann in shanjman propriyètère-an kontrère toute a gagné vi ké lo laktivité i kontinyé. Inn-dé kamarade la anparl avèk rézon « lo lou dann la bèrjri »

Ni pé kante mèm dire kamarade Paul épi bande dirizan noute parti la pa lèss azot tronpé par sète afèr-la. Lé normal, zot l'avé dan la tête lèspèryanss Kartyé franssé. Emmanuel Genvrin épi Trulès épi zot ékipe l'avé mète sa an sène é an mizik d'in bien gayar fasson.

Pyé doné shoval monté aprésa lo tour La SIDR l'arivé épizapré sé lo bande Score pou lo pli gran profi bande kapitalist antiyé... Astèr l'apré anparl la mize a mor Air-Austral dsi lotèl in Korsair pliské mal an poin é kissa k'i koné si domin Air-France épi son monopole i sorte pa konm lo lou dann la foré avèk déza la sinkyème kolone dan La Plass...

Mézami toussa bande problèm lé bien konpliké é i mérite in l'analize sèryé sirtou kan sanm pou mwin néna in viktime dann tousa é sé noute péi La Rényon... Kapitalism rényoné dépouyé ? Sansa La Rényon volé.

Justin